

CRAINTE POUR LA SÉCURITÉ D'UNE JOURNALISTE

RUSSIE

Elena Milachina

Elena Milachina est une journaliste d'investigation et une défenseure des droits humains russe de renom. Elle a été prise pour cible à de nombreuses reprises du fait de son travail de dénonciation des violations des droits humains en Tchétchénie. Elle fait l'objet de menaces de mort, de manœuvres d'intimidation et d'agressions physiques. Sa sécurité est gravement menacée.

Depuis la publication de son article intitulé «J'ai servi dans la police tchétchène et je ne voulais pas tuer des gens» dans Novaïa Gazeta le 15 mars 2021, la situation d'Elena Milachina s'est dégradée et des représentants des autorités tchétchènes ont lancé une campagne de diffamation et d'intimidation contre elle et contre le journal. La majeure partie du travail journalistique d'Elena Milachina porte sur la Tchétchénie, pays où les violations des droits humains et l'impunité sont omniprésentes, mais également où les journalistes qui défendent les droits humains s'exposent à des représailles, des menaces, des manœuvres d'intimidation, des campagnes de diffamation et des violences.

En 2020, Elena Milachina a fait l'objet de menaces de mort de la part de Ramzan Kadyrov, le dirigeant de la République de Tchétchénie, dans une publication sur Instagram. Puis, elle a été agressée physiquement par un groupe de personnes à Grozny, la capitale de la Tchétchénie.

Les personnes qui ont menacé et attaqué Elena Milachina ont agi en toute impunité. Elle est une éminente journaliste d'investigation en danger. Sa sécurité est de plus en plus compromise.

Désespérer n'est pas une option !

Déjà en juillet 2020, Amnesty International a lancé une lettre contre l'oubli en faveur d'Elena Milachina:

<https://www.amnesty.ch/fr/pays/europe-asie-centrale/russie/docs/2020/action-lettre-pour-une-journaliste-en-danger>

PROPOSITIONS ET REVENDICATIONS EN FRANÇAIS

Veuillez **écrire une lettre courtoise** en russe, anglais ou votre propre langue **au Procureur général** pour l'exhorter à:

- veiller à ce qu'Elena Milachina soit protégée des attaques et des manœuvres d'intimidation et puisse continuer le travail essentiel qu'elle mène en tant que journaliste et défenseure des droits humains sans faire l'objet de menaces ou craindre des représailles;
- veiller à ce qu'une enquête impartiale et efficace soit immédiatement menée sur les menaces reçues par Elena Milachina et Novaïa Gazeta;
- veiller à ce qu'une enquête soit également menée sur les allégations d'arrestations illégales, d'actes de torture et d'exécutions extrajudiciaires en Tchétchénie imputées aux services de police que les enquêtes journalistiques d'Elena Milachina ont révélées.

→ **Formule d'appel** : Monsieur le Procureur général

→ Vous trouverez un **modèle de lettre en français à la page 3**.

→ Un **modèle de lettre en anglais** est à disposition **sur le site web** : <https://www.amnesty.ch/fr/participer/ecrire-des-lettres/lettres-contre-l-oubli/docs>

↳ Cliquez sur le lien et sélectionnez le cas. La lettre en anglais se trouve en pied de page.

→ **Taxe postale**: Europe: CHF 1.50 / autres pays: CHF 2.00

Vous pouvez **signer la pétition** en ligne «**Stand with the Russian journalist Elena Milashina**» sous:

<https://www.amnesty.org/en/get-involved/take-action/russia-chechnya-elena-milashina/>

LETTRE COURTOISE À

Procureur général de la Fédération de Russie:
Igor Viktorovitch Krasnov,
Bureau du Procureur général,
Ul. Bolchaïa Dmitrovka, 15a
Moscou GSP-3, 125993,
Fédération de Russie

Fax : +7 (495) 987-58-41
Twitter : @Genproc

COPIE À

Ambassade de la Fédération de Russie
Brunnadernrain 37
3006 Berne

Fax: 031 352 55 95
E-mail: rusbotschaft@bluewin.ch

SIX ANS APRÈS LE MEURTRIER DE SON MARI, ELLE ATTEND TOUJOURS QUE JUSTICE SOIT FAITE

GUINÉE

Aissatou Lamarana Diallo

Aissatou Lamarana Diallo, mère élevant seule ses trois enfants, poursuit sa quête de justice depuis maintenant 6 ans à la suite du meurtre de son mari, Thierno Sadou Diallo, par des membres des forces de sécurité guinéennes. Le 7 mai 2015, Thierno Sadou Diallo a été abattu par des gendarmes qui l'avaient pris en chasse dans son quartier tandis qu'il cherchait à se mettre à l'abri avec des amis. Le jour de la mort de Thierno Sadou Diallo, des partis d'opposition guinéens avaient organisé une série de manifestations à Conakry pour réclamer la modification du calendrier électoral et la tenue d'élections locales avant l'élection présidentielle. Thierno Sadou Diallo n'avait pas participé à ces manifestations.

Au moment de la mort de son mari, Aissatou Lamarana Diallo était enceinte. Elle a accouché deux semaines plus tard. Aissatou Lamarana Diallo a tenté de découvrir la vérité sur la mort de son mari et cherche toujours à obtenir justice et réparation, en vain.

Six ans après les faits, personne n'a été inculpé ni amené à rendre des comptes pour le meurtre de Thierno Sadou Diallo. Sa famille n'a reçu aucune explication ni indemnisation.

Désespérer n'est pas une option !

Déjà en mai 2017 et ensuite en avril 2018, Amnesty International a lancé une lettre contre l'oubli en faveur d'Aissatou Lamarana Diallo:

- Mai 2017: <https://www.amnesty.ch/fr/pays/afrique/guinee/docs/2017/action-lettre-pour-une-femme-qui-poursuit-sa-quete-de-justice>

- Avril 2018: <https://www.amnesty.ch/fr/pays/afrique/guinee/docs/2018/action-lettre-pour-la-veuve-dun-homme-tue-par-les-forces-de-securite>

PROPOSITIONS ET REVENDEICATIONS EN FRANÇAIS

Veuillez **écrire une lettre courtoise** en français, anglais ou votre propre langue **au ministre de la Justice**. Veuillez noter que les autorités sont plus susceptibles de réagir à notre campagne et de répondre à nos demandes si les appels qu'elles reçoivent sont écrits en français.

Nous vous prions d'exhorter le ministre de la Justice à:

- veiller à ce qu'une enquête indépendante, impartiale et efficace soit menée sans délai sur le meurtre de Thierno Sadou Diallo et faire en sorte que les responsables présumés soient traduits en justice dans le cadre de procédures équitables conformes aux normes internationales;
- veiller à ce que les autorités accordent à Aissatou Lamarana Diallo des réparations complètes pour l'homicide de son mari, de sorte qu'elle puisse être indépendante financièrement et vivre dans la dignité.

→ **Formule d'appel** : Monsieur le Ministre,

→ Vous trouverez un **modèle de lettre en français à la page 4**.

→ **Taxe postale**: CHF 2.00

LETTRE COURTOISE À

Ministre de la Justice
Maître Mory Doumbouya
BP: 564 Conakry
Guinée

E-mail: maitredoumbouya@yahoo.com

COPIES À

Ministre de la Sécurité et de la Protection civile
M. Albert Damatang Camara
BP 490 Conakry
République de Guinée

E-mail : damatang@msn.com

Ambassade de la République de Guinée
Rue du Valais 7-9
1202 Genève

Fax: 022 731 65 54

E-mail: mission.guinea@ties.itu.int

Procureur général
Igor Viktorovitch Krasnov
Bureau du Procureur général
Ul. Bolchaïa Dmitrovka, 15a
Moscou GSP-3, 125993
Fédération de Russie

Concerne : Elena Milachina

Monsieur le Procureur général,

Je me permets de vous écrire afin de vous faire part de ma vive inquiétude concernant les menaces de mort contre Elena Milachina, une journaliste d'investigation et défenseure des droits humains.

Elle a été prise pour cible à de nombreuses reprises du fait de son travail de dénonciation des violations des droits humains en Tchétchénie. Elle fait l'objet de menaces de mort, de manœuvres d'intimidation et d'agressions physiques et sa sécurité est gravement menacée.

Depuis la publication de son article intitulé «J'ai servi dans la police tchétchène et je ne voulais pas tuer des gens» dans Novaïa Gazeta le 15 mars 2021, la situation d'Elena Milachina s'est dégradée et des représentants des autorités tchétchènes ont lancé une campagne de diffamation et d'intimidation contre elle et contre Novaïa Gazeta.

Les personnes qui ont menacé et attaqué Elena Milachina ont agi en toute impunité. Elle est une éminente journaliste d'investigation en danger. Sa sécurité est de plus en plus menacée.

Je vous exhorte, Monsieur le Procureur général, de veiller à ce qu'Elena Milachina soit protégée des attaques et des manœuvres d'intimidation et qu'elle puisse continuer son travail essentiel en tant que journaliste et défenseure des droits humains. Et cela, sans craindre des représailles ou faire l'objet de menaces. De plus, je vous demande de veiller à ce qu'une enquête impartiale et efficace soit menée sans délai sur les menaces reçues par Elena Milachina et Novaïa Gazeta. Mais aussi de veiller à ce qu'une enquête soit menée sur les allégations d'arrestations illégales, d'actes de torture et d'exécutions extrajudiciaires en Tchétchénie imputées aux services de police que les enquêtes journalistiques d'Elena Milachina ont permis de révéler.

Dans cette attente, je vous prie de croire, Monsieur le Procureur général, à l'expression de ma haute considération.

Copie:

Ambassade de la Fédération de Russie, Brunnadernrain 37, 3006 Berne
Fax: 031 352 55 95 / E-mail: rusbotschaft@bluewin.ch

Ministre de la Justice
Maître Mory Doumbouya
BP: 564 Conakry
Guinée

Concerne : Aissatou Lamarana Diallo

Monsieur le Ministre,

Aissatou Lamarana Diallo poursuit sa quête de justice et de réparation après le meurtre de son époux, Thierno Sadou Diallo, par les forces de sécurité, le 7 mai 2015.

Au moment de la mort de son mari, Aissatou Lamarana Diallo était enceinte. Elle a accouché deux semaines plus tard. La jeune femme a tenté de découvrir la vérité sur la mort de son mari et cherche toujours à obtenir justice et réparation, en vain.

Six ans après les faits, personne n'a été inculpé ni amené à rendre des comptes pour le meurtre de Thierno Sadou Diallo. Sa famille n'a reçu aucune explication ni indemnisation.

Cette situation me préoccupe beaucoup et je vous appelle instamment, Monsieur le Ministre, à veiller à ce qu'une enquête indépendante, impartiale et efficace soit menée sans délai sur le meurtre de Thierno Sadou Diallo et de faire en sorte que les responsables présumés soient traduits en justice dans le cadre de procédures équitables conformes aux normes internationales.

De plus, je vous demande de veiller à ce que les autorités accordent à Aissatou Lamarana Diallo des réparations complètes pour l'homicide de son mari, de sorte qu'elle puisse être indépendante financièrement et vivre dans la dignité.

Dans cette attente, je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à l'expression de ma haute considération.

Copies:

Ministre de la Sécurité et de la Protection civile, M. Albert Damatang Camara, BP 490 Conakry, République de Guinée
E-mail : damatang@msn.com

Ambassade de la République de Guinée, Rue du Valais 7-9, 1202 Genève
Fax: 022 731 65 54 / E-mail: mission.guinea@ties.itu.int